

## ***Au delà de l'envoi de troupes américaines, les quatre mesures à prendre pour mettre un terme au conflit avec la LRA***

*Ce rapport soutient que la mission américaine a besoin non seulement de plus de troupes d'élite mais aussi de moyens de transports plus robustes pour mettre fin aux exactions de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA). De plus, il faudrait renfoncer les capacités de collecte de renseignements de la mission et développer une stratégie à deux volets pour encourager les défections dans les rangs de la LRA. Le rapport ambitionne également qu'un accord autorise le déploiement des troupes régionales en République Démocratique du Congo.*

Par Sasha Lezhnev, le 2 février 2012

[Pour lire le rapport complet \(en anglais\)](#)

Le déploiement de conseillers militaires américains en Afrique centrale constitue potentiellement l'élément le plus important des dix dernières années dans la lutte contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA pour *Lord's Resistance Army*). La stratégie globale que doit soutenir les forces américaines suite à leur déploiement sur le terrain ne parviendra à son but que si les Etats-Unis et les autres pays engagés renforcent leurs actions dans quatre domaines. En effet, le succès de la mission nécessite un nombre plus élevé de troupes des forces spéciales, une amélioration des moyens logistiques et de transport fournis, un renforcement des capacités de renseignement sur le terrain, et la mise en place d'une stratégie plus efficace favorisant les défections au sein de la LRA. [Pour simplifier ces mesures peuvent se résumer sous le sigle TTRD pour troupe-transport-renseignement-défection]

Pour que la mission réussisse, il est essentiel que les conseillers militaires des Etats-Unis restent sur le terrain pendant une longue période, tout en étant appuyé par un soutien en TTRD. La LRA a diminué ses attaques de deux-tiers au cours des six derniers mois pour se réorganiser et se cacher. Cependant, ce n'est pas un signe de faiblesse de sa part. Cela fait partie des stratégies historiques du groupe que d'attendre la fin des incursions militaires ennemies pour lancer des attaques. Les combattants de la LRA sont, en quelques sortes, les meilleurs « survivants » de la planète et il se pourrait tout simplement qu'ils jouent un jeu d'attente en prévision du départ des soldats américains. De ce fait, si les conseillers américains se retirent prématurément et qu'un soutien en TTRD n'est pas alloué, la LRA va probablement resurgir et reprendre ses attaques contre les civils.

Malgré ce déploiement américain et une nouvelle initiative de l'Union africaine (UA) – qui est en réalité un transfert de l'opération militaire déjà menée par les quatre pays concernés, sous les auspices de l'UA–, il existe un grave danger de reprise des attaques et de réorganisation de la LRA en raison d'inquiétantes tendances régionales, tant du côté militaire qu'au niveau civil.

Sur le plan militaire, l'Ouganda est la force militaire principale menant les opérations contre la LRA. Néanmoins, ses capacités actuelles et le nombre de ses troupes sur le terrain - environ la moitié des effectifs de 2010 - demeurent insuffisants pour être pleinement en mesure d'assiéger la LRA dans le vaste territoire au sein duquel elle évolue (territoire d'une superficie d'environ la moitié de la France métropolitaine et s'étendant à travers quatre pays). Par ailleurs, les meilleurs soldats ougandais sont déployés en tant que casques bleus en Somalie. De plus, environ 90 pourcent des attaques de la LRA au cours des six derniers mois ont eu lieu en République Démocratique du Congo, mais l'Ouganda ne dispose pas de bases dans ce pays, sur demande explicite des autorités congolaises. La pénurie de troupes met également à mal les efforts de protection des civils, qui ont rapidement besoin d'être relancés. Enfin, l'action des effectifs déjà déployés est entravée par leur manque de mobilité et leur incapacité à récolter des renseignements dans un si grand territoire.

Sur le plan civil, les initiatives visant à pousser les commandants et les combattants de la LRA à désertir sont beaucoup moins efficaces qu'elles ne l'étaient il y a 5 ou 10 ans dans le nord de l'Ouganda. Le facteur « peur » est très élevé parmi les déserteurs potentiels : ceux-ci ont très peu d'endroits vers lesquels ils peuvent s'échapper, et ils font souvent face à la fronde des communautés locales. L'affaiblissement de la loi d'amnistie promulguée par l'Ouganda en 2000, lié au procès d'un ancien commandant subalterne de la LRA, Thomas Kwoyelo, nuit encore davantage aux probabilités de désertion. En effet, cette affaire a suscité la crainte de poursuites futures au sein même des rangs des combattants LRA.

Si ces questions ne sont pas traitées rapidement, il existe un risque important de reprise des attaques contre les civils, mais aussi de réarmement du mouvement avec le soutien du gouvernement (nord) soudanais. D'ailleurs, la LRA a lancé une attaque fin décembre à moins de 160 km de la frontière avec le Sud-Soudan et les leçons de l'histoire montrent que si elle est laissée seule, comme cela a été le cas au cours de la dernière année, elle va se réorganiser, se réarmer, et lancer des offensives pour enlever des enfants-soldats et semer la terreur dans les communautés rurales. En outre, selon les récentes informations provenant de déserteurs, Joseph Kony, le leader de la LRA, semble demeurer confiant même après le déploiement américain. Il dirait ainsi à ses troupes qu'elles ont vaincu des forces militaires beaucoup plus nombreuses comme l'armée ougandaise ou d'autres contingents de l'ONU.

Pour que les conseillers américains parviennent à leur but, les États-Unis et les pays qui les appuient doivent donc accroître leurs engagements en termes de troupes, de transport et de renseignement militaire. Ils doivent aussi mettre en place une stratégie de défection comprenant deux volets. Celle-ci doit inclure d'un côté une initiative visant directement les hauts commandants de la LRA afin d'affaiblir le leadership du groupe au plus haut niveau. Le deuxième volet doit mettre en place un important programme d'aide étendant à la fois la portée des messages radio promouvant la défection au sein des combattants du rang, tout en sensibilisant les communautés des zones touchées par la LRA à accepter le retour de ces ex-combattants de manière pacifique.

De façon complémentaire à cette stratégie civile, le Président Obama devrait user de son pouvoir diplomatique pour pousser au déploiement de troupes d'élite des forces spéciales de la part de la mission de l'Union Africaine, soit à partir des armées opérationnelles déjà engagées, soit provenant d'autres pays africains. Sinon, s'il n'y a pas assez de troupes pour recueillir les renseignements nécessaires sur les déplacements de la LRA et agir rapidement à partir de ces informations, il sera alors impossible de traquer Joseph Kony et les autres dirigeants de la LRA. En outre, l'administration américaine devrait contribuer à l'envoi d'hélicoptères et autres moyens de transport, ainsi qu'au renforcement des capacités techniques de collecte de renseignements pour les troupes sur le terrain. Les Etats-Unis devraient également participer à la négociation d'un accord entre les pays de la région qui permettrait aux troupes régionales de se déployer au-delà des frontières nationales, dans toutes les régions touchées par la LRA y compris en République Démocratique du Congo. Les 35 millions de dollars attribués par le Congrès en décembre aux initiatives du Pentagone liées à la LRA, ainsi que les 10 millions de dollars alloués par USAID et le département d'Etat, devraient permettre d'accroître les efforts visant à renforcer ce soutien en TTRD, surtout si l'USAID et le Pentagone sont à même d'exploiter au mieux les capacités qui découlent de ces financements. L'Union européenne devrait également participer avec un soutien additionnel. Cela serait en effet beaucoup plus rentable que de maintenir le statu quo actuel qui menace d'entraîner d'importantes pertes civiles et une instabilité accrue dans la région.